



PAFO CLIMAKERS WORKSHOP EN AFRIQUE

RAPPORT FINAL



OCTOBRE 2021

RÉSUMÉ

Alors que l'agriculture est l'épine dorsale de nombreuses économies africaines, le système agricole africain est très vulnérable au changement climatique, ce qui entraîne une réduction massive des rendements et des revenus agricoles. Les moyens de subsistance des agriculteurs africains, en particulier des petits exploitants agricoles, qui constituent la majorité de la main-d'œuvre en Afrique et produisent environ 80 % de la nourriture sur le continent, sont menacés par le changement climatique. La vulnérabilité continue du secteur agricole face aux chocs et facteurs de stress climatiques et environnementaux, tels que les inondations, les sécheresses, les précipitations irrégulières et peu fiables et la hausse des températures, conjuguée aux menaces extrêmes qui pèsent sur les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles, exacerbera la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la défis liés à la nutrition et au développement sur le continent. Il est donc impératif de répondre au changement climatique en Afrique par des pratiques agricoles résilientes et intelligentes face au climat qui ont le potentiel de minimiser les risques climatiques et d'augmenter la productivité. Il est cependant troublant de constater que les petits exploitants agricoles ayant une capacité limitée à s'adapter au changement climatique sont souvent négligés dans les processus politiques relatifs au changement climatique et à l'adaptation. Au contraire, les agriculteurs africains ont une riche expérience et des connaissances écologiques qui peuvent être exploitées pour améliorer les politiques et les interventions ciblant l'adaptation au changement climatique aux niveaux national, régional et international. L'atelier Climakers en Afrique a donc été organisé pour renforcer la capacité des agriculteurs africains à répondre au changement climatique et à participer efficacement en tant qu'acteurs essentiels aux politiques sur le changement climatique à différents niveaux de prise de décision.

Ce rapport fournit des informations détaillées sur l'atelier du 21 octobre 2021 et ses activités et discussions associées ainsi que la position commune des agriculteurs africains face à la menace du changement climatique. En effet, les participants ont démontré que les agriculteurs africains possèdent une grande partie des connaissances relatives au changement climatique et à son impact sur leurs activités agricoles (production agricole et animale) et les effets correspondants sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs et de leurs ménages. Les participants sont conscients du fait que sans aborder de toute urgence le changement climatique, le processus de développement en Afrique risque d'être affecté négativement, puisque le secteur agricole est le moteur de la croissance et du développement dans de nombreuses régions du continent. En tant que tel, faire face à la menace du changement climatique nécessite que les gouvernements et les parties prenantes placent sans réserve les agriculteurs africains au centre des politiques et de la prise de décision en matière de changement climatique. En effet, les agriculteurs possèdent les riches connaissances écologiques et l'expérience nécessaires pour atténuer les chocs et les facteurs de stress climatiques. Plus encore, les agriculteurs constituent les principaux acteurs dont le travail peut directement minimiser l'émission de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère grâce au potentiel de séquestration du carbone des cultures. Sans impliquer directement les agriculteurs dans les politiques et les interventions sur le changement climatique, les dirigeants mondiaux, régionaux et nationaux sont voués à l'échec dans leur tentative de faire face au changement climatique : impacts et causes anthropiques.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	je	TABLE DES
MATIÈRES.....	ii	
ACRONYMES.....	iii	
1.0 INTRODUCTION.....	1	
1.1 Contexte.....	1	
1.2 Justification de l'atelier.....	1	
1.3 Objectifs de l'atelier.....	2	
1.4 Les intervenants.....	2	
1.5 Mode de participation.....	3	
1.6 Méthodologie/approche de l'animation de l'atelier.....	3	
2.0 APERÇU DU PROGRAMME DE L'ATELIER ET MODULES.....	4	
2.1 Remarques liminaires.....	4	
2.2 Module 1 : Aperçu des pratiques agricoles résilientes et intelligentes face au climat en Afrique.....	5	
2.3 Module 2 : Agentivité et pouvoir des agriculteurs pour s'engager dans les politiques sur le changement climatique.....	dix	
2.4 Remarques finales.....	13	
ANNEXE.....	15	
Tableau 1 : Aperçu du programme de l'atelier.....	15	
Activité 1 : Travail individuel/de groupe.....	16	
Activité 2 : Travail de groupe.....	17	
Figure 1. Irrigation Tasa.....	19	
Figure 2. Technologie des diguettes pour la production de riz.....	20	
Figure 3. Couverture du sol en agriculture de conservation.....	21	
Figure 4. Diversification des cultures dans le cadre de l'agriculture de conservation.....	22	
Figure 5. Culture en terrasses Fanya-juu au Kenya.....	23	
Figure 6. Contribution actuelle et projetée de l'agriculture au PIB en Afrique.....	24	
Figure 7. Investissements requis dans l'agriculture africaine.....	25	

ACRONYMES

AGRA	Alliance pour la révolution verte en Afrique
UA	Union africaine
Californie	Alliance Climakers
Cessa	Centre d'excellence pour les systèmes semenciers en Afrique
FLIC	Conférence des Parties
CSIR	Conseil de la recherche scientifique et industrielle
OSC	Organisation de la société civile
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est
EAGC	Conseil des céréales de l'Afrique de l'Est
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
PIB	Produit intérieur brut
GES	Gaz à effet de serre
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques
ONG	Organisations non-gouvernementales
NFO	Organisations nationales d'agriculteurs
PAFO	Organisation panafricaine des agriculteurs
PROPAC	Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale
REC	Communauté économique régionale
RFO	Organisations Paysannes Régionales
ROPFA	Réseau des Organisations Paysannes et Productrices d'Afrique de l'Ouest
SACAU	Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe
UESD	Université de l'environnement et du développement durable
UMNAGRI	Union Maghrébine et Nord Africaine des Agriculteurs
ONU	Les Nations Unies
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques



WFO

Organisation mondiale des agriculteurs

1.0 INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le changement climatique est un phénomène mondial qui menace le développement durable. Cependant, l'impact négatif du changement climatique n'est pas uniformément réparti. Les économies, en particulier dans les régions en développement du monde, sont très vulnérables et exposées au changement climatique. Les changements climatiques, tels que les précipitations irrégulières, la hausse des températures et les chocs et facteurs de stress associés, notamment les inondations et les sécheresses, ont considérablement affecté la croissance économique et la production dans des économies déjà fragiles en Afrique.

La fragilité et la vulnérabilité des économies africaines au changement climatique sont largement dues à une dépendance excessive vis-à-vis des secteurs sensibles au climat, tels que l'agriculture, la pêche et la foresterie. Encore une fois, la pauvreté croissante, le faible développement du capital humain et la faible adoption de la technologie, ainsi que la montée des tensions et des conflits politiques, ont exacerbé les graves conséquences du changement climatique dans de nombreuses régions du continent. L'agriculture, qui est l'épine dorsale de nombreuses économies africaines, est fortement affectée par le changement climatique. Une littérature abondante a signalé une baisse rapide des rendements des cultures et du cheptel, en raison de précipitations irrégulières, de la hausse des températures, des inondations et des sécheresses. De même, l'invasion accrue des cultures et du bétail par les ravageurs et les maladies a eu un effet négatif sur la productivité dans de nombreuses régions d'Afrique (Asare-Nuamah, 2021).

Alors que l'impact du changement climatique sur le secteur agricole affecte considérablement les rendements nationaux et le développement économique, les agriculteurs, en particulier les petits exploitants agricoles du secteur, sont les plus durement touchés par le changement climatique, ce qui entraîne une baisse des moyens de subsistance et une insécurité alimentaire dans les ménages agricoles. L'agriculture en Afrique emploie plus de 60% de la main-d'œuvre, qui est principalement pauvre, manque de ressources et a une faible capacité d'adaptation au changement climatique. Parallèlement à cela, l'apparition de la pandémie de COVID-19 a affecté la capacité des petits exploitants agricoles, augmentant ainsi la pauvreté (Diop & Asongu, 2021).

Néanmoins, les agriculteurs africains vulnérables s'efforcent de fournir environ 80 % de la nourriture produite sur le continent, ce qui contribue à maintenir la sécurité alimentaire d'environ 1,37 milliard de personnes en Afrique. Intuitivement, le renforcement des capacités des agriculteurs grâce à l'amélioration des connaissances et des pratiques, la fourniture d'une logistique et d'infrastructures adéquates et le soutien aux politiques contribueront à minimiser la vulnérabilité des agriculteurs et à stimuler la sécurité alimentaire et le développement socio-économique de l'Afrique.

1.2 Justification de l'atelier

L'impact négatif du changement climatique a rendu nécessaire la nécessité d'efforts concertés pour mener une réponse mondiale afin d'adapter et d'atténuer le changement climatique. Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont joué un rôle de premier plan dans la conduite d'un soutien politique et d'un effort de gouvernance mondiale pour le changement climatique. Par conséquent, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a fourni la plate-forme pour délibérer et définir des politiques visant à

soutenir les initiatives mondiales et nationales d'adaptation et d'atténuation du changement climatique par le biais de la Conférence des Parties (COP).

Cependant, la CCNUCC est guidée par les principes de durabilité, en particulier l'équité intergénérationnelle, intragénérationnelle et procédurale. Dans la pratique, il ne parvient pas à adopter l'équité procédurale, ce qui plaide pour l'inclusivité dans les décisions relatives au changement climatique. Implicitement, de nombreuses parties prenantes essentielles, y compris les agriculteurs, n'ont pas la possibilité de contribuer activement à la définition d'interventions et de politiques mondiales/nationales pour l'adaptation au changement climatique. Ceci est problématique car les agriculteurs sont des acteurs clés, dont les connaissances et l'expérience écologiques peuvent être mises à profit pour éclairer les politiques et les stratégies d'adaptation au changement climatique.

En conséquence, les agriculteurs ont peu de voix dans le processus politique mondial et national sur le changement climatique, ce qui affecte leur capacité à adopter efficacement les innovations et l'adaptation. Cela peut provenir de la faible connaissance des agriculteurs des négociations et des processus de la CCNUCC, associée à la faiblesse et à la fragmentation des agriculteurs dans l'élaboration du changement climatique mondial et de la gouvernance de l'adaptation grâce à leurs riches connaissances et expériences écologiques. L'Accord de Paris a cependant élargi la portée de l'inclusion et de l'engagement des parties prenantes dans les politiques d'adaptation au changement climatique. Dans cette optique, cet atelier a été organisé le 21 octobre 2021 pour fournir une plate-forme aux agriculteurs de différentes régions et cultures pour consolider leurs expériences en matière de résilience climatique, avoir un aperçu du changement climatique mondial et de la gouvernance de l'adaptation,

1.3 Objectifs de l'atelier

Cet atelier visait à atteindre les objectifs spécifiques suivants :

1. Accroître la capacité des agriculteurs africains à s'adapter au changement climatique grâce à des pratiques agricoles résilientes
2. Renforcer la capacité des agriculteurs africains à accroître leur engagement et leur participation aux politiques sur le changement climatique aux niveaux national, régional et continental
3. Aider les agriculteurs à identifier leurs sources de pouvoir et d'agence pour s'engager et participer aux politiques sur le changement climatique
4. Consolider les meilleures pratiques de pratiques agricoles intelligentes et résilientes face au climat dans différentes régions d'Afrique
5. Consolider la voix et la position communes des agriculteurs africains pour la gouvernance mondiale du changement climatique et les processus politiques associés

1.4 Les intervenants

L'atelier visait à renforcer les capacités des agriculteurs africains. Ainsi, des participants multisectoriels et multidisciplinaires étaient nécessaires pour atteindre pleinement les objectifs de l'atelier. Les participants à l'atelier comprenaient le président et le personnel de la Pan African

Paysannes (PAFO), leaders paysans et personnels des Organisations Paysannes Régionales (OPR) de la PAFO en Afrique de l'Est (Fédération des Paysans d'Afrique de l'Est, EAFF), Afrique de l'Ouest (Réseau des Organisations Paysannes et Productrices d'Afrique de l'Ouest, ROPPA), Afrique Centrale (Plate-forme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale, PROPAC), d'Afrique du Nord (Union des agriculteurs du Maghreb et d'Afrique du Nord, UMNAGRI) et d'Afrique du Sud (Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe, SACA), le président et le personnel de l'Organisation mondiale des agriculteurs (WFO). Parmi les participants figuraient également des agriculteurs/membres de l'Organisation nationale des agriculteurs (OPN) concernés par l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique. D'autres participants importants à l'atelier provenaient du milieu universitaire, d'institutions de recherche et d'organismes de financement.

1.5 Mode de participation

Compte tenu de la pandémie de COVID-19 et des restrictions associées dans certains pays du monde, un format hybride a été adopté pour l'atelier afin de minimiser la propagation de la pandémie tout en assurant la sécurité des agriculteurs et des autres participants. Dans cette optique, certains participants ont participé physiquement tandis que d'autres ont rejoint l'atelier en ligne via zoom. Le mode de participation adopté a permis à tous les participants de participer activement et de manière interactive à l'atelier et à ses activités associées.

1.6 Méthodologie/approche de l'animation de l'atelier

En règle générale, des approches de prestation participatives et interactives ont été adoptées dans la diffusion et l'échange de connaissances et de compétences/pratiques. Cela a permis aux participants d'être immergés dans la déconstruction et la reconstruction des connaissances et des pratiques nécessaires pour renforcer la capacité d'adaptation des agriculteurs à répondre au changement climatique et engager les parties prenantes dans des décisions et des politiques inclusives et éclairées. Les approches spécifiques suivantes ont été essentielles à la participation effective des participants à l'atelier :

1. Présentation : Les présentations ont été faites à l'aide de PowerPoint. Les présentations comprenaient du texte, des images, des photos et des graphiques qui fournissaient une compréhension pratique des questions abordées.
2. Démonstration et activité de groupe : Des démonstrations ont été déployées pour aider les participants à identifier leur agence et leurs sources d'énergie, en tant qu'individus et collectivement en tant que groupe. La démonstration et le travail de groupe ont été effectués à l'aide de Facebook Business Canvas (version éditée) et d'un formulaire interactif spécialement conçu, qui comprenait des processus mutuellement inclusifs d'identification des problèmes, d'idéation/brainstorming et d'apprentissage entre pairs. Les participants ont été guidés à travers des activités en série visant à les aider à identifier comment ils peuvent faire entendre leur voix et faire avancer les politiques et les actions sur le changement climatique aux niveaux national, régional et continental.

3. Forum ouvert et discussion : Cette méthodologie était très critique car elle offrait l'opportunité aux participants de présenter leurs expériences et des situations réelles qui peuvent être exploitées pour comprendre l'agriculteur africain et trouver une approche collective pour renforcer la capacité et les connaissances des Agriculteurs africains. Un forum ouvert et des discussions ont renforcé le processus de consolidation des expériences des agriculteurs africains et de leur voix/position commune face au changement climatique.

2.0 APERÇU DU PROGRAMME DE L'ATELIER ET MODULES

Cette section du rapport fournit des informations précises sur l'atelier et les modules qui ont été couverts. Voir le tableau 1 en annexe pour plus de détails sur le programme de l'atelier.

2.1 Remarques liminaires

L'atelier a commencé par une introduction faite par Mme Emmerance Tuyishime, chargée de programmes à la PAFO. Pour sa part, elle a expliqué la genèse de l'Alliance Climakers : une alliance mondiale réunissant des agriculteurs et des acteurs concernés travaillant ensemble pour renforcer les capacités et les processus décisionnels liés au changement climatique. Dans le cadre de l'Alliance, la PAFO a signé un protocole d'accord avec l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA) pour mobiliser des fonds afin de soutenir les processus de consultation des organisations paysannes sur les questions liées au changement climatique en Afrique. En conséquence, des ateliers régionaux et continentaux sont organisés en Afrique pour améliorer la résilience et la participation des agriculteurs aux politiques liées au changement climatique. Les ateliers régionaux sont animés par les organisations confessionnelles régionales dans chacune des cinq régions d'Afrique. L'atelier continental vise à aider les agriculteurs africains à partager leur expérience du changement climatique et à échanger leurs meilleures pratiques résilientes tout en renforçant leur participation aux politiques sur le changement climatique aux niveaux national, régional et continental. L'agent des programmes de la PAFO a ensuite présenté l'ordre du jour de l'atelier et a également présenté le secrétaire général de la WFO qui prononcera le discours d'ouverture et l'animateur de l'atelier, le Dr Peter Asare-Nuamah, l'expert de la PAFO, qui est également chargé de cours à l'université de l'environnement et du développement durable (UESD), Ghana.

Pour sa part, Mme Arianna Giuliadori, la Secrétaire générale de l'Organisation mondiale des agriculteurs a souligné que l'Alliance Climakers (AC) a été lancée en 2018 lors de la COP24 par un petit groupe composé d'agriculteurs, du secteur privé, d'organisations de la société civile et de chercheurs, qui collectivement et fermement convaincus que les agriculteurs possédaient les solutions à la menace du changement climatique. Ainsi, ils étaient convaincus que les agriculteurs peuvent apporter des réponses positives au changement climatique sous la forme à la fois d'adaptation et d'atténuation. En effet, le monde a changé et les gens du monde entier, en particulier dans les régions en développement et vulnérables, traversent des moments difficiles et exacerbés par la pandémie de COVID-19. Néanmoins, les agriculteurs en général se sont révélés résilients, tournés vers l'avenir et innovants face à la pandémie et aux chocs et facteurs de stress climatiques fréquents.

L'atelier continental en Afrique est donc nécessaire alors que l'OMF se prépare à présenter une pièce/proposition fondamentale à la COP26 à Glasgow, qui contribuera grandement à changer le récit de la participation des agriculteurs aux politiques sur le changement climatique en fournissant des recommandations qui peuvent aider à améliorer le engagement des gouvernements et des dirigeants mondiaux à prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique, promouvant ainsi un scénario gagnant-gagnant pour les décideurs politiques, la plante et les personnes qui en vivent et enfin pour que le secteur agricole prospère et nourrisse le monde de manière durable. L'atelier régional et continental repose sur l'idéologie de l'Alliance Climakers. Ainsi, les solutions au changement climatique doivent être ancrées et profondément enracinées dans ce que les agriculteurs font déjà pour améliorer l'adaptation et l'atténuation. Par conséquent, les défis et les expériences des agriculteurs africains à partager lors de l'atelier continental étaient des éléments essentiels de la solution. L'atelier a donc offert aux agriculteurs l'opportunité d'apprendre les uns des autres dans le but de construire un système agricole résilient et robuste à travers le monde.

2.2 Module 1 : Aperçu des pratiques agricoles résilientes et intelligentes face au climat en Afrique Ce module de l'atelier consistait en une présentation interactive et une discussion, qui a offert une opportunité aux participants, principalement des agriculteurs africains, de partager leur expérience et des solutions innovantes en tant que réponse résiliente au changement climatique. La présentation a porté sur quatre aspects principaux, notamment l'agriculture pour le développement en Afrique, la vulnérabilité du système agricole africain, les pratiques agricoles résilientes en Afrique et la mise à l'échelle des pratiques agricoles résilientes en Afrique. Présentée par le Dr Peter Asare-Nuamah, la présentation visait à atteindre les résultats suivants :

1. Permettre aux participants d'apprécier la centralité de l'agriculture pour le développement de l'Afrique.
Cela était nécessaire pour positionner les agriculteurs en tant qu'acteurs essentiels du développement en Afrique.
2. Aider les participants à mieux comprendre les pratiques agricoles résilientes adoptées en Afrique
3. Renforcer les pratiques agricoles résilientes en Afrique

Le Facilitateur a souligné que l'agriculture joue un rôle essentiel dans le processus de développement en Afrique, car le secteur est l'épine dorsale de nombreuses économies du continent. Bien que la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut ait diminué ces dernières années en Afrique, elle y contribue toujours énormément, en particulier dans les pays enclavés, comme le Tchad, où l'agriculture contribue à environ 50 % du PIB. Le secteur absorbe également la majorité de la main-d'œuvre du continent (plus de 60%), contribuant ainsi à lutter contre le chômage. L'agriculture est également la principale source de revenus étrangers et la principale base de soutien à la réalisation de la sécurité alimentaire en Afrique.

Bien que l'Afrique compte environ 60 % de terres arables, le système agricole africain est cependant très vulnérable au changement climatique, ce qui a un effet dévastateur sur le potentiel du secteur à contribuer au développement du continent. Le secteur est dominé par environ 80 % de petits exploitants agricoles, qui sont pauvres et ont une capacité limitée à s'adapter aux chocs et aux facteurs de stress climatiques, notamment les précipitations irrégulières, la hausse des températures, les inondations, les sécheresses, les tempêtes, les ravageurs et les maladies. D'autant plus,

la faible adoption de la technologie et de l'innovation, la faiblesse du régime foncier et du système de gouvernance, les conflits et tensions politiques ainsi que les mauvaises pratiques agricoles accroissent la vulnérabilité du secteur agricole.

La présentation a fourni le cadre permettant aux participants de discuter et de s'engager sur le sujet. La discussion a porté sur deux questions :

1. Quels changements climatiques avez-vous vécus dans votre communauté en tant qu'agriculteur africain ?
2. Comment le changement climatique affecte-t-il l'activité agricole dans votre communauté ?

Les participants ont démontré leur connaissance du changement climatique, car nombre d'entre eux ont noté que la hausse des températures, les précipitations irrégulières et imprévisibles, les sécheresses fréquentes, les inondations et les tempêtes de vent sont des manifestations typiques du changement climatique. De nombreux participants ont attribué le changement climatique aux activités humaines ou anthropiques. Par exemple, il est apparu que la déforestation, la croissance démographique et la mauvaise exploitation des ressources naturelles sont à l'origine du changement climatique dans de nombreuses régions du continent. Les changements observés ont considérablement modifié les saisons des pluies et des plantations, ce qui rend difficile pour les agriculteurs de se fier à leur tradition et à leurs longues années d'expérience écologique. Par exemple, le délégué de l'Afrique de l'Ouest a laissé entendre que de nombreux agriculteurs ne savent pas quand semer parce que la saison des pluies a changé et qu'il n'est absolument pas fiable de prévoir.

L'impact du changement climatique sur les cultures et l'élevage a été souligné par les participants d'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre. Au Tchad, par exemple, il est apparu que l'impact du changement climatique sur les activités d'élevage alimente les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ce qui pose de graves menaces pour l'alimentation et la sécurité du pays. Certains des participants ont déploré l'effet du changement climatique sur la pêche et la production de viande, qui, selon eux, a causé la pénurie et les prix élevés correspondants du poisson et des produits carnés. L'occurrence continue du phénomène peut aggraver l'insécurité alimentaire des ménages d'agriculteurs pauvres et vulnérables. La propagation des ravageurs et des maladies dans les cultures et le bétail a également explosé ces derniers temps, principalement en raison du changement climatique.

La discussion a été suivie de la deuxième partie de la présentation, qui portait sur les pratiques agricoles résilientes. L'agriculture de conservation, l'application de variétés de cultures améliorées et de produits agrochimiques, l'agriculture irriguée, les pratiques de gestion post-récolte, la technologie des diguettes pour la production de riz, l'agriculture en terrasses et les pratiques indigènes, telles que l'irrigation tasa et l'utilisation de fumier préparé traditionnellement (organique), ont été importantes pratiques résilientes et intelligentes face au climat renforçant la résilience des systèmes agricoles africains. L'agriculture de conservation a été mise en œuvre par les gouvernements des États et les partenaires au développement dans de nombreuses régions d'Afrique, telles que la Zambie, le Kenya, le Zimbabwe et le Ghana. Il est résistant au changement climatique car il minimise les perturbations du sol, réduit l'érosion par le paillage, maintient l'humidité du sol et augmente la sécurité alimentaire grâce à des cultures équilibrées ou mixtes. Les participants ont été encouragés à adopter l'agriculture de conservation tout en diffusant la nouvelle aux autres agriculteurs de leurs communautés et de leurs pays. Existant

les preuves montrent que les agriculteurs en Zambie, au Kenya et au Zimbabwe ont augmenté leur productivité grâce à l'agriculture de conservation, ce qui a permis aux ménages de s'adapter au changement climatique.

Le changement climatique menaçant la résilience et la productivité des cultures traditionnelles, les gouvernements et les instituts de recherche ont intensifié la production et l'utilisation de variétés de cultures améliorées en Afrique. Des cultures comme le maïs, le manioc, le mil ont des variétés améliorées pour résister au changement climatique. Les variétés améliorées sont tolérantes à la sécheresse, consomment moins d'eau et mûrissent tôt, ce qui permet aux agriculteurs africains de minimiser l'impact du changement climatique sur les cultures. Dans le même ordre d'idées, l'amélioration des cultures contribue à augmenter les rendements agricoles, augmentant ainsi la sécurité alimentaire, en particulier dans les ménages pauvres et vulnérables.

L'application de variétés améliorées a été signalée par la PROPAC et l'UMNAGRI comme étant courante chez les agriculteurs au Maroc, en Algérie, au Gabon et au Cameroun. Pour accroître l'application de variétés de cultures améliorées, l'Alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA) a mis en place le Centre d'excellence pour les systèmes semenciers en Afrique (CESSA) afin de garantir une approche continentale de la production de semences améliorées. En Afrique de l'Est, l'East Africa Grain Council (EAGC) dirige et rationalise également la production de céréales de qualité pour les agriculteurs. Au Ghana, le gouvernement a joué un rôle déterminant dans la promotion de la production de semences améliorées et de qualité par le biais des centres de semences du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR). Les centres de semences et d'autres producteurs privés ont aidé à distribuer des plants améliorés aux agriculteurs dans le cadre du programme phare du gouvernement du Ghana "Planter pour la nourriture et l'emploi". Des centres de semences et de pépinières ont également été créés en Afrique du Nord et centrale pour favoriser l'accès des agriculteurs à des semences de qualité.

L'application de produits agrochimiques s'est également intensifiée parmi les agriculteurs africains. Les produits agrochimiques ont le potentiel de réduire les activités des ravageurs et des maladies, de minimiser la croissance des mauvaises herbes et d'améliorer les rendements. Par exemple, l'application d'engrais a pris de l'importance parmi les agriculteurs à travers le continent en raison du grand potentiel d'augmentation substantielle des rendements de l'agriculture. Cependant, les produits agrochimiques ont des implications environnementales et sanitaires : augmentation des émissions de gaz à effet de serre, exposition des agriculteurs et des communautés à des risques pour la santé et érosion de la capacité du sol à soutenir la croissance des plantes. Par conséquent, il a été conseillé aux participants de s'assurer qu'ils portent des vêtements de protection lors de l'application de produits agrochimiques afin de minimiser l'impact sur la santé humaine.

L'agriculture irriguée est également une approche robuste et résiliente pour atténuer le changement climatique, en particulier dans les régions arides, où les précipitations sont rares mais où la production agricole doit se poursuivre. L'agriculture irriguée peut être pratiquée dans les petites et grandes exploitations, en utilisant des systèmes d'irrigation avancés ou des pulvérisateurs à main et des arroseurs. En Afrique du Nord, où le Sahara constitue une menace pour le succès de l'agriculture, l'agriculture irriguée est largement pratiquée. L'UMNAGRI a noté que les petits exploitants agricoles en Algérie et au Maroc, avec l'aide d'institutions gouvernementales, d'ONG et du secteur privé, creusent des puits, des bassins d'eau et des sakiya pour accroître leurs activités agricoles grâce à l'irrigation. De telles approches permettent aux agriculteurs de produire leurs cultures même en l'absence d'eau. Cas similaires d'irrigation

agricoles ont été signalés en Afrique centrale par la PROPAC. Des systèmes d'irrigation par aspersion, goutte à goutte, par sillons et souterrains ont été documentés dans de nombreuses régions du continent.

Des pratiques de gestion post-récolte efficaces et efficientes sont essentielles pour que les agriculteurs africains minimisent l'effet du changement climatique sur la production et la sécurité alimentaires. Cela découle du fait qu'environ 10 à 23 % des pertes après récolte sont subies à travers le continent, avec un impact conséquent sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages d'agriculteurs pauvres. Un mauvais réseau de transport, par exemple, augmente les pertes après récolte d'environ 2 à 4 %. Il est essentiel que les gouvernements africains veillent à ce que les demandes d'infrastructure appropriées des communautés agricoles soient satisfaites afin de minimiser les pertes après récolte et d'augmenter la productivité et les revenus des agriculteurs.

Essentiellement, la minimisation des pertes post-récolte nécessite des pratiques d'hygiène et de surveillance améliorées, l'application de dispositifs de stockage, de séchoirs et de décortiqueurs améliorés. Au Ghana,

La technologie des diguettes a été adoptée par les riziculteurs avec l'aide d'institutions étatiques et internationales de développement. Au Ghana, par exemple, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a contribué à intensifier l'application de la technologie des digues parmi les riziculteurs. La technologie des digues est guidée par l'idée que la riziculture peut être très rentable même si la superficie des terres est petite. Dans la technologie des diguettes, la ferme est divisée en petites tailles (parcelles) et des diguettes sont créées autour de chaque parcelle pour s'assurer que l'eau et les engrais appliqués sur le terrain ne sont pas érodés mais retenus pour les cultures plantées sur le terrain. Les riziculteurs du district nord d'Adansi au Ghana ont fourni des commentaires positifs (augmentation substantielle des rendements) avec l'application de la technologie des diguettes.

L'agriculture en terrasses est prédominante au Kenya, en Tanzanie, au Zimbabwe et dans de nombreuses autres parties du continent, en tant qu'approche pour une gestion efficace et efficiente des sols et de l'eau. Les agriculteurs sont déjà confrontés à des problèmes d'eau et de sols pauvres, qui affectent la productivité agricole. Ainsi, les terrasses aident les agriculteurs à mieux gérer l'eau et le sol à des fins agricoles. Par exemple, Fanya-juu, une pratique agricole de terrassement au Kenya aide les agriculteurs à améliorer la gestion des sols et de l'eau d'environ 35 % par rapport à l'agriculture conventionnelle. De même, par rapport à l'agriculture conventionnelle, l'agriculture en terrasses aide les agriculteurs kenyans à augmenter leurs rendements de 25 %.

En plus de l'agriculture en terrasses, les agriculteurs de nombreuses régions du continent ont eu recours à l'application de connaissances et de pratiques traditionnelles en réponse au changement climatique et à son impact associé sur l'agriculture. Au Niger, le tasa, un système d'irrigation simple qui consiste à creuser des trous à travers les champs et à proximité des cultures pour contenir et retenir l'eau pour les cultures, s'est avéré efficace par rapport à l'irrigation conventionnelle. Selon la PROPAC, les agriculteurs du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République du Congo et le Tchad produisent de l'engrais organique grâce à la lombriculture : la production de vers de terre à partir de bouse de bœuf, qui sont appliqués sur les terres agricoles comme engrais. Une telle approche augmente la concentration d'azote, de potassium et de phosphore, et de micronutriments, tels que le magnésium, le zinc, le cuivre, le soufre et le bore, qui sont essentiels pour le sol.

et la santé des plantes. Au Ghana, une approche similaire existe où les producteurs de cacao utilisent la fiente de poulet comme substitut à l'engrais chimique. L'épandage de fumure organique minimise les risques pour la santé associés à l'utilisation de produits chimiques.

Pour limiter l'action dévastatrice des insectes, les viticulteurs ont adopté des techniques d'association des cultures sur une même parcelle. Ainsi, généralement, la laitue est associée au céleri. Mais avec haricot, manioc avec arachide etc. La combinaison de ces cultures permet une croissance rapide du céleri après le retrait de la laitue par exemple. Les producteurs combinent également la morelle noire, l'amarante, le chou, les haricots verts, la menthe, le poireau et la ciboulette. Les producteurs installent également des dispositifs d'épouvantail pour chasser les oiseaux dans le champ en utilisant de la terre sur le bourgeon terminal de la tige de maïs pour contrôler les chenilles. L'utilisation de copeaux de bois pour prévenir les mauvaises herbes est une technique régulièrement rencontrée au Cameroun. Pour les techniques de traitement, l'utilisation du pétrole, des cendres, du tabac et du chanvre indien est utilisée pour lutter contre les insectes et les ravageurs dans de nombreuses régions d'Afrique centrale.

Confrontés à une baisse constante des rendements des cultures et à une évolution sans cesse croissante des aléas et aléas climatiques, les producteurs d'Afrique centrale ont développé d'autres activités pour diversifier leur source de revenus. Il s'agit de l'élevage (porcs, poulets de chair), de la transformation du bois en charbon de bois, de la transformation agro-alimentaire (production de bâtonnets de manioc), du commerce, de l'artisanat et de l'exploitation du sable. Les jeunes ont abandonné le maraîchage et se sont mis à conduire des motos-taxis. La production d'huile d'argan, de miel, de légumes et de fruits est également courante en Afrique du Nord. D'autres interventions mises en œuvre pour compléter les agricultures dans le contexte du changement climatique comprennent l'introduction de plantes aromatiques et médicinales, telles que le pistachier de l'Atlas, le *Stipa tenacissima*, l'Agras et le caroubier. Ces pratiques sont courantes chez les agriculteurs d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, et Tunisie) comme approche pour contrôler le taux de désertification et augmenter la productivité agricole. Au Cameroun, les participants ont noté que les femmes sont encouragées à produire du charbon de bois à partir de feuilles de manioc, ce qui contribue à minimiser les activités d'exploitation forestière et d'abattage d'arbres pour le bois de chauffage. Cette approche a un impact positif sur les forêts et les ressources naturelles grâce à la conservation et à la protection de l'environnement.

Le module s'est terminé par la fourniture de recommandations nécessaires pour accroître la résilience de l'agriculture, stimuler la productivité agricole et améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs engagés dans le secteur en Afrique. Des appels ont été lancés aux gouvernements africains et à leurs partenaires de développement pour qu'ils augmentent les investissements dans le secteur agricole. De même, l'engagement des gouvernements africains à adhérer au protocole de Malabo doit être promu pour accroître la résilience du secteur agricole sur le continent. L'augmentation des investissements dans le secteur a un grand potentiel pour stimuler le développement socio-économique, lutter contre la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, en particulier dans les communautés vulnérables du continent.

Les investissements dans le secteur agricole devraient être orientés vers les engrais, les semences hybrides et améliorées, les systèmes d'irrigation, les installations de stockage et d'autres domaines critiques. En outre, les échanges régionaux de produits agricoles devraient être une priorité pour les gouvernements africains. Cela peut être réalisé avec une chaîne de valeur agricole améliorée et une valeur ajoutée aux produits agricoles. Il est également nécessaire que les États et les établissements d'enseignement/de recherche augmentent la recherche et le développement pour l'agriculture afin de

pour intensifier les innovations agricoles et les pratiques résilientes. Les services climatologiques aux agriculteurs utilisant la radio, la télévision, la messagerie mobile, les agents de vulgarisation et l'éducation entre agriculteurs doivent être intensifiés dans toute l'Afrique. L'éducation sur le changement climatique et les pratiques agricoles résilientes doit également être intensifiée, en particulier parmi les petits exploitants agricoles en Afrique rurale en utilisant un mélange des médias suivants : radio et télévision (journalisme climatique), agents de vulgarisation, leaders d'opinion et éducation entre agriculteurs. Ceux-ci, s'ils étaient mis en œuvre, stimuleraient les systèmes agricoles africains et amélioreraient l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

2.3 Module 2 : Agentivité et pouvoir des agriculteurs pour s'engager dans les politiques sur le changement climatique

Le deuxième module de l'atelier consistait également en une présentation interactive, des activités de groupe et des discussions, qui ont offert aux participants l'occasion de partager leurs expériences et les défis liés à la participation aux politiques liées au changement climatique. La présentation s'est concentrée sur un aperçu du changement climatique mondial et de la gouvernance de l'adaptation, une démonstration de l'agence des agriculteurs et des sources d'énergie et la création d'un élan pour l'engagement des agriculteurs dans les politiques sur le changement climatique. La présentation visait à aider les agriculteurs à comprendre le fonctionnement de la gouvernance mondiale en matière de changement climatique et d'adaptation, à permettre aux participants d'identifier leur agence et leurs sources d'énergie pour s'engager dans les politiques sur le changement climatique et enfin à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour faire entendre la voix des agriculteurs en faveur de l'engagement dans les politiques sur le changement climatique. .

Le module a commencé par la genèse des préoccupations environnementales mondiales. Des références ont été faites aux événements marquants suivants, qui ont déclenché la quête des dirigeants mondiaux pour relever les défis environnementaux mondiaux, notamment le changement climatique, la déforestation, la désertification, la pollution de l'eau et de l'air, entre autres.

- La Conférence de Stockholm sur l'environnement humain (1972)
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987)
- Rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (1991, 2000, 2007, 2012, 2014, 2018, 2021)
- Conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement (1992)

Tous les événements marquants ont associé les défis environnementaux croissants aux activités humaines, tels que la croissance démographique, l'urbanisation, l'industrialisation et les mauvaises pratiques agricoles. En ce qui concerne le changement climatique, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a notamment signalé qu'il existe un consensus d'environ 90 à 95 % parmi les scientifiques selon lequel le changement climatique est causé par des facteurs anthropiques, qui libèrent des gaz à effet de serre (GES), tels que le dioxyde de carbone, du méthane, des chlorofluorocarbures, du dioxyde de soufre et de l'oxyde nitrique dans l'atmosphère. Ces gaz ont de graves répercussions sur l'appauvrissement de la couche d'ozone, le réchauffement planétaire et le changement climatique. Intuitivement, il y avait un besoin urgent d'une attention mondiale concertée pour atténuer les causes anthropiques du changement climatique et minimiser ses impacts, en particulier dans les économies en développement.

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a fourni le cadre permettant aux dirigeants mondiaux de démontrer leur engagement envers la lutte contre les

défis environnementaux. La Convention engageait les gouvernements du monde entier à prendre des mesures concrètes et à mettre en œuvre des actions pour lutter contre les causes anthropiques du changement climatique. La CCNUCC est profondément enracinée dans les principes de durabilité (c'est-à-dire l'équité intergénérationnelle, intragénérationnelle et procédurale). Cependant, dans la pratique, la CCNUCC ne respecte pas ces principes, en particulier l'équité procédurale, car de nombreuses parties prenantes essentielles, notamment les agriculteurs et les jeunes, n'ont pas la possibilité de participer activement aux politiques mondiales liées au changement climatique. Il convient de souligner que l'équité procédurale exige l'inclusivité dans les processus d'élaboration des politiques.

Une autre faiblesse était que l'adaptation au changement climatique, qui est importante pour l'Afrique et les agriculteurs africains, n'a pas reçu toute l'attention de la CCNUCC. Il était évident que la CCNUCC était davantage axée sur les préoccupations du monde développé que sur celles des économies en développement. Intrinsèquement, la Conférence des Parties des Nations Unies (COP) pour les politiques mondiales sur le changement climatique a également écarté des parties prenantes importantes, telles que les agriculteurs, dans la formulation et la mise en œuvre des politiques. Heureusement, l'Accord de Paris de 2015 a cherché à remédier à certaines des faiblesses de la CCNUCC en élargissant la participation des parties prenantes et en soulignant l'importance de l'adaptation au changement climatique au niveau mondial. Cependant, le défi inhérent associé à l'équité procédurale n'a pas été abordé de manière agressive par l'Accord de Paris. En effet, depuis le début de la CCNUCC, deux catégories de participants sont identifiées. Ceux-ci inclus:

- Parties : participants actifs aux négociations (par exemple, gouvernements, agences internationales de développement [Banque mondiale, Banque africaine de développement], institutions régionales [Union africaine])

-Observateurs : Participants passifs (ONG telles que YOUNGO)

Les observateurs se voient offrir un statut de participant camouflé mais en réalité ils n'ont aucun pouvoir pour participer activement aux négociations. Par conséquent, la participation des observateurs prend la forme suivante, ce qui va à l'encontre du principe d'équité procédurale.

- Plaidoyer
- Événements parallèles
- Expositions
- Actions
- Réunions informelles
- conférence de presse
- Manifestation
- Soumissions écrites
- Observation des négociations et des interventions plénières

L'aperçu du changement climatique mondial et de la gouvernance de l'adaptation a été suivi d'une section sur l'agence et le pouvoir, où les participants ont été guidés à travers ce qu'est l'agence, comment ils peuvent mobiliser et utiliser leur pouvoir pour s'engager dans des politiques sur le changement climatique. L'animateur a expliqué que l'agence est la capacité d'agir volontairement sans aucune forme de contrainte et qu'elle est influencée par les conditions sociales des personnes. Dans ce cas, l'agence des agriculteurs dépend : de leur engagement dans une agriculture sensible au changement climatique, de leur capacité limitée (accès limité aux ressources), des niveaux de pauvreté et de la forte vulnérabilité au changement climatique. Par conséquent, les agriculteurs africains ont l'agence pour lutter contre le changement climatique et méritent d'être assis sur la table politique. L'agence est également influencée par l'ego et les autres perceptions. L'ego est la perception que les agriculteurs ont de leur propre agence, tandis que l'autre perception est la façon dont les autres parties prenantes, y compris le gouvernement, la COP et la PAFO, ont des agriculteurs. En effet, un ego élevé et des perceptions différentes augmentent fortement la capacité d'action des agriculteurs à participer aux politiques sur le changement climatique. Malheureusement, l'altérité de la perception de l'agence des agriculteurs reste faible, ce qui affecte leur participation aux politiques sur le changement climatique. Cependant, le libre arbitre des agriculteurs peut être exercé en fonction du pouvoir dont ils disposent, notamment :

- Pouvoir symbolique
- Pouvoir social
- Pouvoir cognitif
- Puissance matérielle
- Puissance de levier

Le pouvoir symbolique peut dériver de l'adhésion à de plus grandes organisations (par exemple, des organisations paysannes nationales, régionales et continentales), telles que PAFO, WFO. Ces organisations ont un mandat moral et une intégrité pour résoudre les problèmes affectant leurs membres. Le pouvoir cognitif constitue l'étendue des connaissances et des informations des agriculteurs sur le changement climatique, les politiques associées et les processus politiques. Le pouvoir social peut être dérivé des réseaux sociaux auxquels les agriculteurs peuvent accéder et exploiter pour gagner de l'audience et accroître leur participation aux politiques sur le changement climatique. Les exemples incluent les médias, les OSC/ONG, les partis politiques, les représentants du gouvernement (agents de vulgarisation), les relations entre agriculteurs. Les agriculteurs peuvent également tirer parti de leur pouvoir de levier lorsqu'ils ont accès pour participer et influencer les plateformes politiques, processus et parties prenantes à différents niveaux tels que la COP, l'Union africaine, les communautés économiques régionales et au niveau national. Le pouvoir matériel constitue également la disponibilité de ressources financières et matérielles adéquates pour accroître la participation des agriculteurs aux politiques sur le changement climatique. Alors que les agriculteurs ont un pouvoir matériel limité, la PAFO et ses partenaires peuvent jouer un rôle important dans le renforcement du pouvoir matériel des agriculteurs, nécessaire pour qu'ils s'engagent efficacement dans les processus politiques.

La présentation a ouvert la plate-forme permettant aux participants de discuter des défis auxquels ils sont confrontés et de la manière dont les agriculteurs africains peuvent s'engager dans des politiques liées au changement climatique (voir les activités 1 et 2 en annexe). De nombreux participants ont convenu que les agriculteurs sont mis à l'écart et négligés à tous les niveaux politiques (national, régional et international), ce qui affecte la capacité à faire face au changement climatique.

monnaie. Cela est dû en grande partie à la faible perception de l'agence des agriculteurs dans la contribution au changement climatique. Cependant, les agriculteurs ont de riches connaissances et expériences écologiques qui peuvent être mises sur la table politique pour trouver des solutions durables et durables au changement climatique. Certains participants d'Afrique centrale et occidentale ont noté qu'ils ont à plusieurs reprises soumis des propositions à leurs gouvernements par le biais d'organisations nationales d'agriculteurs, mais que leur gouvernement prend très peu en compte les préoccupations des agriculteurs dans les politiques. Le participant s'est dit préoccupé par l'approche descendante, qui caractérise les processus politiques sur le changement climatique aux niveaux national, régional et international. Il n'est donc pas surprenant que si les agriculteurs ne peuvent pas avoir la possibilité de participer activement aux politiques nationales,

Les participants ont convenu qu'il est important que les agriculteurs se battent pour l'engagement politique et l'inclusion au niveau national, car c'est la base pour qu'ils soient reconnus au niveau international. Plus encore, le gouvernement national est mieux représenté à la table des politiques internationales et, par conséquent, les agriculteurs peuvent tirer parti de leur participation aux politiques nationales pour influencer les processus politiques internationaux. Certains des participants ont suggéré la nécessité d'une sensibilisation et d'une éducation de masse sur les droits civils des agriculteurs, qui peuvent être exploitées pour améliorer leur participation aux politiques. Il a également été suggéré aux agriculteurs et aux organisations d'agriculteurs de s'associer à des organisations nationales et internationales (par exemple, la FAO, l'IFPRI) qui peuvent aider à améliorer leur engagement dans les politiques grâce au renforcement des capacités et au plaidoyer. Agriculteur au niveau national, les niveaux régional et international devraient faire pression pour que des comités permanents négocient ou participent aux politiques au nom des agriculteurs. Cela aidera à présenter les cas et la position commune des agriculteurs aux décideurs politiques.

Les participants ont souligné la position stratégique de la PAFO pour changer le récit de l'engagement des agriculteurs dans les politiques aux niveaux national, régional et international. Au niveau national, la PAFO doit aider à renforcer les capacités des organisations paysannes nationales à s'engager efficacement dans les politiques et interventions qui les concernent. Aux niveaux régional et continental, la PAFO devrait s'efforcer d'avoir des représentations dans tous les processus politiques liés au secteur agricole. Il a également été suggéré que la PAFO se rallie à la WFO pour défendre et plaider en faveur de la participation active des agriculteurs du monde à toutes les plates-formes politiques internationales, y compris la CCNUCC et les COP. Pour y parvenir, les expériences et la position commune des agriculteurs africains doivent être promues à la fois par la PAFO et la WFO.

2.4 Remarques finales

Les remarques de clôture ont été prononcées par les présidents de l'Organisation mondiale des agriculteurs et de l'Organisation panafricaine des agriculteurs. Pour sa part, le Dr Theo de Jager, président de WFO, a déploré l'échec des dirigeants mondiaux à reconnaître les agriculteurs comme des acteurs essentiels et essentiels dans la lutte contre le changement climatique. Les agriculteurs ont été jusqu'à présent négligés sur la table politique et il est grand temps qu'ils plaident pour leur engagement dans tous les processus politiques liés au changement climatique et au secteur agricole. Les processus politiques mondiaux sont une manifestation claire du fait que les agriculteurs

à travers le monde ont été mal utilisés et la tendance ne peut plus continuer. En effet, personne n'est plus vulnérable au changement climatique que les agriculteurs, qui sont les moteurs des systèmes alimentaires mondiaux. Les agriculteurs ont le potentiel de capter le dioxyde de carbone dans le sol grâce à leurs activités de production agricole. De plus, la santé des sols est essentielle pour faire face à la menace du changement climatique et seuls les agriculteurs ont le potentiel de le faire. Intuitivement, les agriculteurs ont quelque chose de substantiel à contribuer au changement climatique et ne peuvent donc pas continuer à être négligés dans les plateformes et processus politiques. À cette fin, la WFO et la PAFO sont une force avec laquelle il faut reconnaître et il est temps que les décideurs politiques accordent une attention critique aux agriculteurs du monde entier.

La présidente de la PAFO, Mme Elizabeth Nsimadala, a souligné la vulnérabilité des systèmes agricoles et des agriculteurs africains au changement climatique et comment les interventions politiques sont essentielles pour l'adaptation et l'atténuation sur le continent. L'agriculture est au cœur du développement de l'Afrique et il était donc essentiel que les décideurs africains accordent une attention particulière au secteur et au phénomène associé qui menace l'agriculture. L'appel à des politiques efficaces peut être amélioré si les expériences des agriculteurs sont bien comprises et communiquées. En tant que tel, l'atelier Climakers offre l'opportunité aux agriculteurs africains de partager leurs expériences, d'échanger et d'apprendre des pratiques agricoles résilientes d'autres régions tout en atteignant une voix et une position communes des agriculteurs du continent. La PAFO est stratégiquement positionnée pour assurer le développement du système agricole en Afrique en aidant d'abord à remédier à la vulnérabilité et à renforcer les capacités des agriculteurs, dont le travail est essentiel pour le secteur. Le partenariat stratégique de la PAFO avec l'Alliance Climakers et la WFO est donc essentiel au développement et à la promotion de systèmes agricoles résilients en Afrique.

ANNEXE

Tableau 1 : Aperçu du programme de l'atelier

Activité	Temps	Responsabilité	Livraison méthodologie
Discours d'ouverture	14h00 – 14h15	Président de l'OPAF WFO	Présentation
Aperçu des pratiques agricoles climato-intelligentes et résilientes en Afrique	14h15 – 15h15	Expert	Interactif présentation avec études de cas et démonstrations
Identifier l'agence des agriculteurs et les sources d'énergie pour l'engagement et les politiques sur le changement climatique	15h15 – 16h00	Expert	Interactif présentation, travail de groupe, activité et cas études
Pause café 16:00 – 16:15			
Discussion – Q/R	16h15 – 16h40	PAFO	Forum ouvert
La voie à suivre : un message d'espoir	16h40 – 16h50	Président de l'OPAF WFO	Présentation
Remarques de clôture	16h50 – 17h00	PAFO	

Activité 1 : Travail individuel/de groupe

Utilisez le tableau pour identifier les sources d'énergie dont vous disposez en tant qu'agriculteur. Avez-vous appliqué ou utilisé l'un des pouvoirs pour les politiques sur le changement climatique au niveau national/régional ou continental ?

Cette activité vise à examiner la compréhension des participants de leur pouvoir pour les politiques sur le changement climatique

Types d'alimentation	Sources	Demande précédente	
		Oui	Non
Pouvoir cognitif			
Pouvoir social			
Puissance matérielle			
Pouvoir symbolique			
Puissance de levier			

Activité 2 : Travail de groupe

En utilisant l'Union africaine comme plate-forme politique pour le changement climatique en Afrique, et guidé par votre agence et votre pouvoir d'engagement dans les politiques sur le changement climatique, montrez comment vous pouvez participer efficacement aux processus politiques continentaux sur le changement climatique.

Cette activité vise à aider les participants à démontrer comment ils peuvent participer aux politiques sur le changement climatique en utilisant l'Union africaine comme étude de cas.

Critère	Exemples
Activités clés	
Ressources clés	
Partenaires clés	
Proposition de valeur de Les agriculteurs	

Chaînes de engagement	
--------------------------	--

Figure 1. Irrigation Tasa



Figure 2. Technologie des diguettes pour la production de riz



Figure 3. Couverture du sol en agriculture de conservation



Figure 4. Diversification des cultures dans le cadre de l'agriculture de conservation

- **Producing a variety of crops in a farm.**

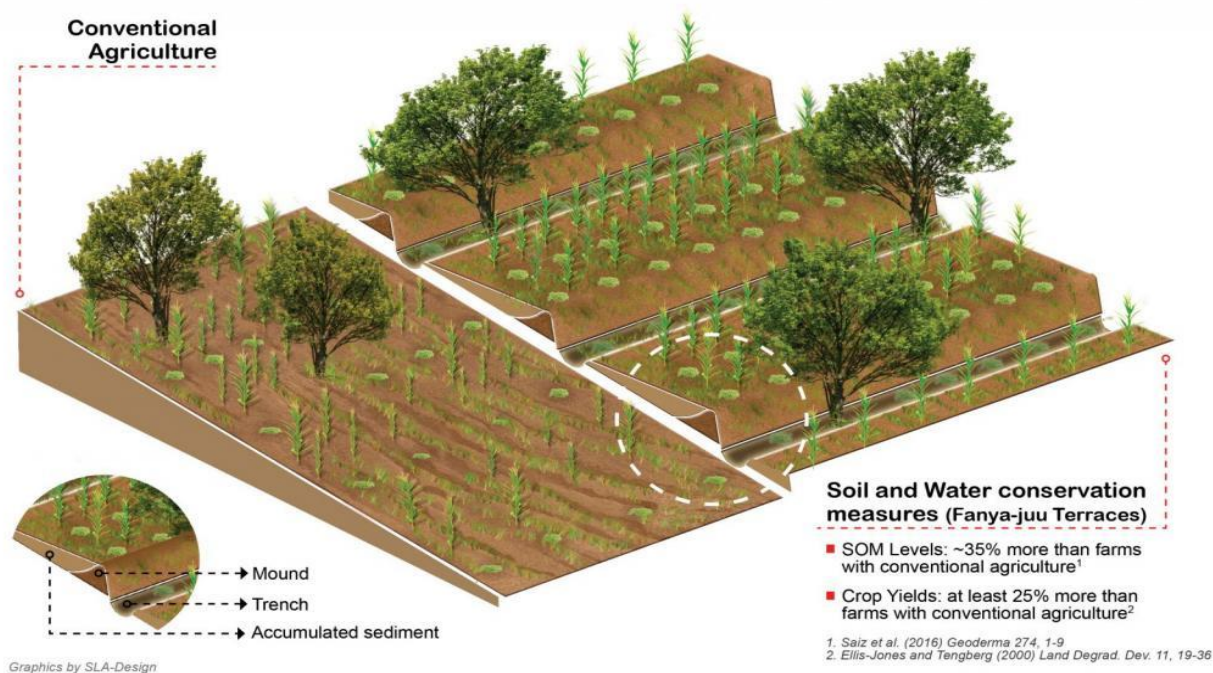
Two types

- Horizontal diversification**
- Vertical diversification**



Source : <https://crackittoday.com/current-affairs/what-is-crop-diversification/>

Figure 5. Culture en terrasses Fanya-juu au Kenya



Source : <https://ccaafs.cgiar.org/news/terracing-practice-increases-food-security-and-mitigatesclimate-change-east-africa>

Figure 6. Contribution actuelle et projetée de l'agriculture au PIB en Afrique

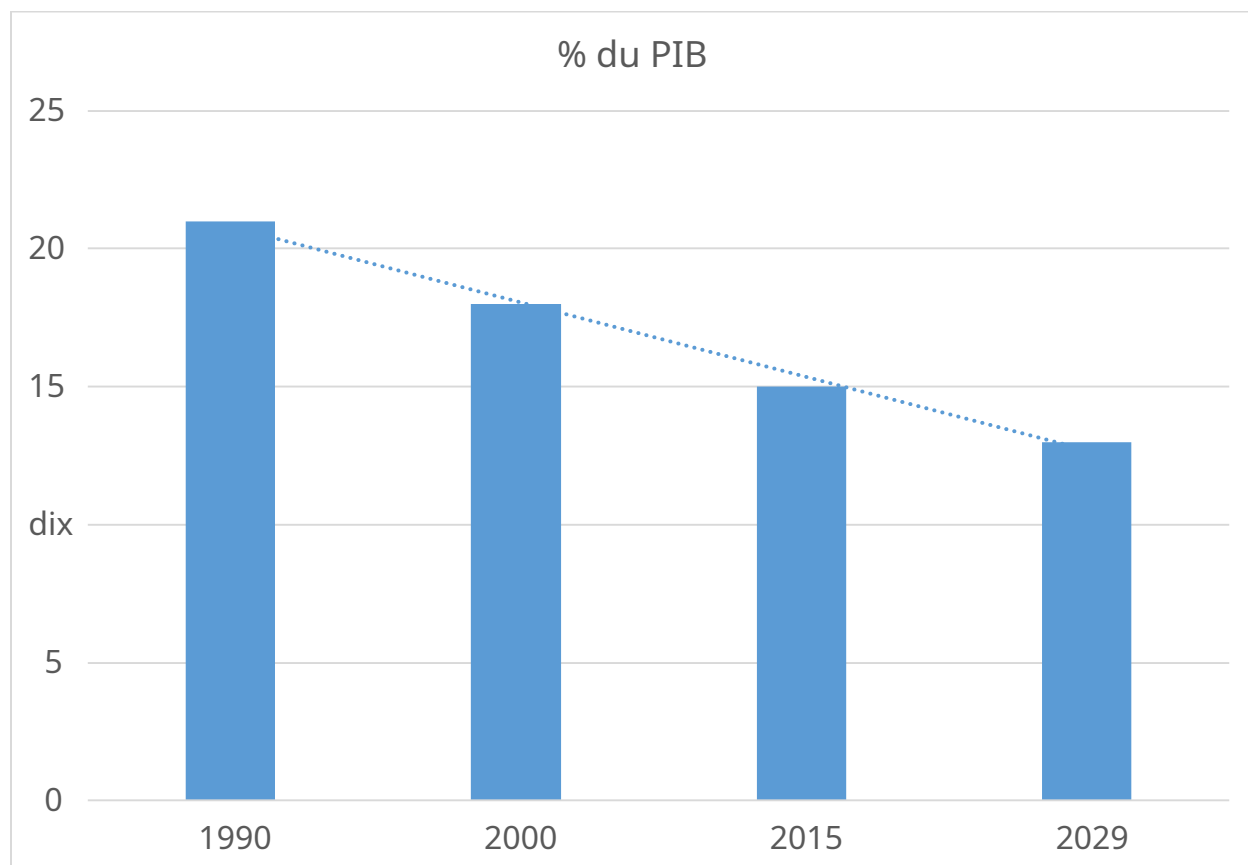
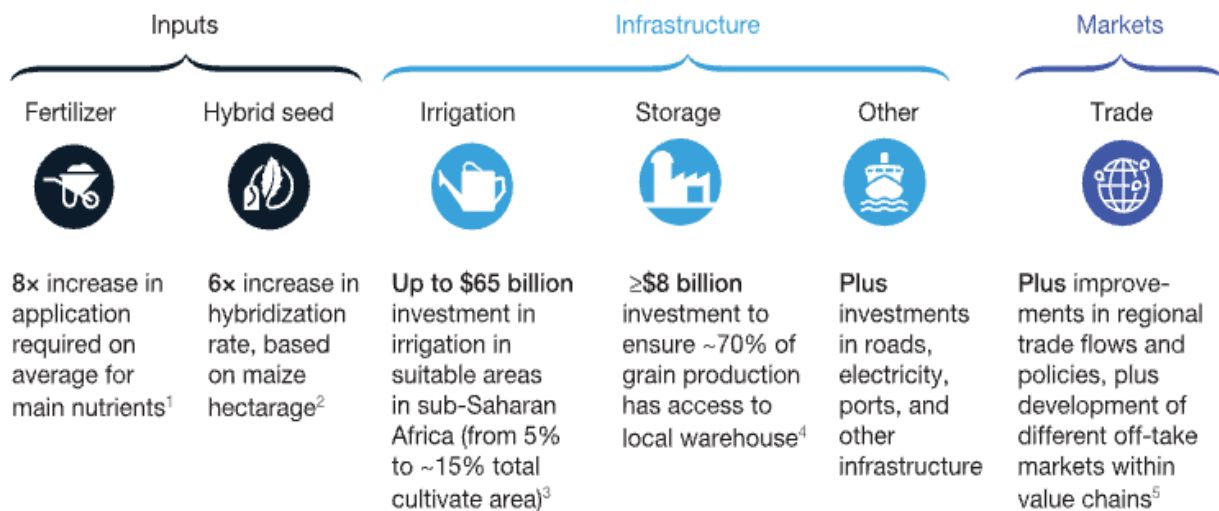


Figure 7. Investissements requis dans l'agriculture africaine

Example investment requirements



Source : McKinsey & Company (2019)